

la confie en sont presque toujours dignes ; ils le seraient plus encore si la démocratie leur assurait le salaire et le respect auxquels ils ont droit. Voilà pour le maître. Pour l'élève, pour cet enfant du peuple qui sera un jour le peuple, il ne faut pas lui apprendre beaucoup de choses ni beaucoup de mots ; il faut avant tout lui faire comprendre et aimer la solidarité humaine, lui faire comprendre et aimer la patrie. "C'est à l'école de dire aux Français ce qu'est la France : qu'elle le dise avec autorité, avec persuasion, avec amour... Il s'agit ici de la chair de notre chair et du sang de notre sang... Si l'écolier ne devient pas un citoyen pénétré de ses devoirs et un soldat qui aime son fusil, l'instituteur aura perdu son temps." Qu'on enseigne donc aux enfants la règle de trois et celle des participes, cela est utile ; mais qu'on leur enseigne aussi et surtout l'amour, la justice, le devoir et la patrie. Que plus encore on lui dévoile la poésie des choses, la poésie des paysages où il vivra, de la terre qu'il fécondera de son effort, cette antique poésie des champs, des étoiles et des âmes, qui reste encore la meilleure éducatrice de l'humanité. On aura ainsi "peuplé de sentiments nobles l'âme inhabitée du peuple ;" on l'aura préparé à aimer et à défendre l'idéal national.

Ce qui est vrai et nécessaire pour les enfants du peuple l'est plus encore pour les fils de la bourgeoisie. C'est dire que les mêmes réformes s'imposent pour l'enseignement secondaire. "Il s'adresse à une classe d'élèves qui auront à porter sur leurs épaules un très lourd fardeau. Cette classe moyenne, qui détient encore la direction des affaires nationales et qui se partage le service de l'Etat, a autant de défauts que de qualités ; si elle ne devient point meilleure, nous n'avons plus qu'à fermer les yeux et à nous abandonner aux hasards de l'avenir." Or, en ce moment, l'internat et le baccalauréat, l'encombrement des programmes, l'inertie des maîtres et des élèves, font de l'enseignement secondaire un des dangers permanents de la nation. Il faut tout d'abord affranchir les maîtres. Il faut "que le professeur cesse d'être un administré tout petit en présence d'une administration toute-puissante qui règle ses idées et dispose de son avenir, et qu'ainsi affranchi, étroitement uni à ses collègues, il participe au gouvernement de la maison." Il faut ensuite affranchir les élèves. "L'esprit de l'écolier est un instrument à façonner, non pas un magasin à remplir." Libérons-le donc de toutes les tâches vaines, de toutes les encyclopédies oiseuses dont nous l'encombrons jusqu'au baccalauréat. Puis supprimons le baccalauréat lui-même, instrument de torture grotesque et inutile ! "Il y a une misère intellectuelle particulière au plus grand nombre des bacheliers, et qui peut se comparer à la misère en habit noir. Elle se déguise sous une apparence où il y a des trous... Le baccalauréat est sur la sellette. Si j'étais chargé de requérir contre lui, je lui ferais passer un quart d'heure pénible, à supposer qu'un quart d'heure suffit... J'exprime, en mon nom personnel, le vœu qu'il ne soit plus toléré longtemps, sous sa forme actuelle, dans un pays où les loteries sont presque défendues." Supprimons aussi l'internat, si nous le pouvons ; supprimons "la longue immobilité de l'étude, la tristesse de récréations entre les murs, la flânerie réglementaire des promenades, l'impossibilité du recueillement et du tête-à-tête avec soi-même", la surveillance éœurante qui fait de l'élève un numéro et un rouage. irresponsable, — et si nous ne pouvons supprimer encore tout cela, améliorons-le. Prenons soin surtout de donner au collégien une éducation *humaine*, c'est-à-dire une éducation qui prépare à la vie. Pour ce faire, conservons les études classiques, car "l'antiquité, étant la jeunesse de l'humanité, reste la meilleure école de l'humanité" ; mais joignons-y les langues modernes et les principes des sciences avec leurs méthodes essentielles, pour que l'enfant reçoive tout

ensemble "l'éducation éternelle, celle qui convient à l'honnête homme, comme on disait jadis, de tous les temps et de tous les pays, et l'éducation qu'on peut appeler relative, celle que réclame toute génération destinée à vivre à une certaine date et dans un certain lieu." Nous aurons ainsi préparé à la vie, sans lassitude et sans dégoût, et, s'il veut devenir un étudiant, "nous l'aurons mené, par une transition bien ménagée, des études secondaires aux études supérieures, nous aurons fait de l'examen final un passage aisé des unes aux autres et non pas un mur de clôture ceint d'un fossé qui est un précipice." — "En un mot, point de monopole ; séparation de l'Etat et des humanités ; variété des modes d'éducation, voilà les conditions extérieures du relèvement des études classiques ; il les faut ajouter aux conditions intimes qui peuvent toutes se ramener à cette règle : préparer l'esprit à tout comprendre, et le caractère à l'action honnête et virile."

Cette mission, l'Université ne sera vraiment en mesure de la remplir que le jour où elle aura constitué définitivement son enseignement supérieur. Tâche périlleuse, et toute nouvelle ! Ici, plus que partout ailleurs, Napoléon a étendu l'ombre monstrueuse de sa volonté. L'enseignement supérieur, c'est l'expansion de la pensée libre, c'est le pouvoir spirituel, permanent et incompressible, le pouvoir des jours futurs que tous les pouvoirs des jours anciens ont redouté et voulu contraindre avant qu'il ait grandi. Malgré tout, il a grandi. Demain il sera le plus fort, plus fort que l'Eglise, plus fort que l'armée, plus fort que l'argent. Aujourd'hui il est déjà une des premières puissances libres du pays. Qu'a-t-on fait pour cela, que veut-on faire encore ? On a mis, on veut mettre la vie volontaire là où était la mort voulue. N'était-ce pas la mort voulue que cette tête en congestion ? Paris, sur ce cadavre grêle, la province ? Des savants sans laboratoires, des professeurs sans étudiants, quelques écoles spéciales pour fabriquer des rouages pensants, une administration oppressive, nulle liberté de parler ou d'écrire, tel était l'enseignement supérieur il y a un quart de siècle, la haine de tous les génies libres, la risée du pays et du pouvoir : M. Taine nous le décrivait encore hier. Aujourd'hui, nous en sommes déjà loin, grâce à Victor Duruy et à ses successeurs. On a affranchi les maîtres : on leur a laissé le choix de leurs cours, on les a associés à la conduite et aux réformes des Facultés. On leur a donné des laboratoires et des bibliothèques ; bien plus, on leur a donné, par les bourses d'étude, un public qui s'est bientôt infiniment grossi d'adhésions libres : spectacle naturel et qui dans l'abord parut étrange, on vit des étudiants autour des maîtres, et qui collaboraient avec eux ! On diminua aussi la scolastique des examens, ces machines pneumatiques de la pensée jeune, en attendant le jour où l'on reconnaîtra que "le diplôme conféré sans examen, mais après des études sérieuses bien contrôlées, est l'idéal des diplômes." On a restreint encore le rôle des écoles spéciales, refuge de privilégiés inutiles dans une démocratie, et peut-être dangereux. On a créé par toute la France des centres d'instruction supérieure. On a enfin élaboré le plan d'une Université idéale, formée de plusieurs Universités distinctes, toutes animées du même esprit de libre recherche et d'expansion sociale.

La plupart de ces réformes ont abouti ou sont en voie d'aboutir. La dernière pourtant, et la plus importante, la création des Universités provinciales, a échoué devant la législature actuelle. Que pouvait une grande idée patriotique devant ce Parlement de marchands et de faiseurs d'affaires, uniquement dévoués aux intérêts de leur clocher ou de leur banque ? Et pourtant "il n'y a peut-être pas d'œuvre française plus urgente que l'achèvement des Universités.

(A suivre.)